

Considérant que pour ces motifs, le présent arrêté doit entrer en vigueur d'urgence,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La période de désignation comme bureau d'audit, visée à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 14 février 2013 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 février 2016 portant octroi d'aides aux petites et moyennes entreprises pour des services promouvant l'entrepreneuriat et des trajectoires de croissance PME, en ce qui concerne la désignation et le fonctionnement des bureaux d'audit, est prolongée pour la période d'un an pour les bureaux d'audit ayant signé le protocole de coopération, visé à l'article 3, 7<sup>o</sup>, de l'arrêté précité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 21 juin 2018.

Bruxelles, le 20 septembre 2018.

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,  
Ph. MUYTERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2018/31957]

**13 SEPTEMBRE 2018. — Décret modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 24bis rédigé comme suit :

« Article 24bis. – Les chefs des établissements de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale, ainsi que ceux des internats autonomes et des homes d'accueil, communiquent au Ministre un état des lieux d'occupation des emplois pour l'année scolaire en cours, auquel est joint un plan prévisionnel des besoins en personnel pour l'année scolaire suivante, établi selon le modèle fixé par le Gouvernement. Cet état des lieux et ce plan prévisionnel sont communiqués au Ministre au plus tard le 15 avril pour l'enseignement de plein exercice, ainsi que pour les internats autonomes et les homes d'accueil et durant la seconde quinzaine du mois de mai pour l'enseignement de promotion sociale.

L'état des lieux comporte notamment les données suivantes : un signalétique de l'établissement et de ses éventuelles implantations, pour chacune des fonctions exercées par chaque membre du personnel dans l'établissement; le nom, prénom, numéro de matricule, titre de capacité, volume de la charge et la position administrative du membre du personnel qui les occupe. Le plan prévisionnel reprend quant à lui les données suivantes : le volume d'heure horaire prévisionnel par fonction, la vacance ou non de l'emploi; et si l'emploi est non vacant, le cas échéant, la durée prévisionnelle de sa disponibilité. ».

**CHAPITRE II.** — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

**Art. 2.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est complété par un point 3<sup>o</sup> et un point 4<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 3<sup>o</sup> « pouvoir organisateur » : l'autorité publique ou la personne morale qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française;

4<sup>o</sup> « organes locaux de concertation sociale : les instances de concertation locale instituées en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 1996 rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 rendant obligatoire la décision du 31 mai 1999 de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales, soit :

- a) dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base;
- b) dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale;
- c) dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le Comité pour la prévention et protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale ».

**Art. 3.** Au titre II, chapitre Ier du même décret, une section IV rédigée comme suit est insérée :

« Section IV – Dispositions spécifiques en matière de gestion des ressources humaines

Article 11*bis* – § 1<sup>er</sup>. La compétence générale d'organisation visée à l'article 5 comprend la gestion des ressources humaines de l'établissement en concertation avec le pouvoir organisateur, ce qui implique notamment que le directeur participe à la constitution de l'équipe éducative visée à l'article 7.

§ 2. Sauf dans les cas où le pouvoir organisateur a donné, conformément à l'article 30, § 2, alinéa 2, une délégation au directeur en matière de primo-recrutement et/ou de constitution de son équipe éducative, une concertation est organisée entre le pouvoir organisateur ou son délégué et le directeur sur les matières suivantes :

- 1° l'organisation, dans le respect des dispositions statutaires applicables, de la gestion des recrutements et, autant que possible, de la rencontre des candidats par le directeur;
- 2° l'utilisation de la base de données visée à l'article 27 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 3° l'activation des accroches cours-fonction visées au titre Ier, chapitre III, du décret du 11 avril 2014 précité;
- 4° les primo-recrutements au sens de l'article 25 du décret du 11 avril 2014 précité;
- 5° les dérogations à la priorisation des titres visées aux articles 31*bis*, 32 et 33 du décret du 11 avril 2014 précité;
- 6° les autres désignations, engagements et changements d'affectation, dans le respect des dispositions statutaires applicables.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la concertation visée aux points 2° à 5° ne vise pas l'enseignement supérieur de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

§ 3. A l'issue de la concertation visée au paragraphe 2, le pouvoir organisateur ou son délégué communique sa proposition de décision au directeur.

Après réception de la proposition de décision du pouvoir organisateur ou de son délégué, le directeur a la faculté d'exiger une deuxième concertation avec le pouvoir organisateur.

Le délai dans lequel le directeur a la faculté d'exiger ladite deuxième concertation est précisé dans la lettre de mission, conformément à l'article 30, § 2, et est, au moins, d'un jour ouvrable.

Dans le cas où le directeur n'exige pas la concertation visée à l'alinéa 2 :

- a) la proposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> devient définitive si elle a été formulée par le pouvoir organisateur;
- b) la proposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est soumise au pouvoir organisateur si elle a été formulée par son délégué; si le pouvoir organisateur ne rend pas la proposition de son délégué définitive, il propose une deuxième concertation au directeur.

§ 4. Les échanges entre le directeur et les membres ou les représentants du pouvoir organisateur ayant participé aux concertations visées aux §§ 2 et 3 sont secrets ».

**Art. 4.** L'article 30 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 30. - § 1<sup>er</sup>. Dès l'entrée en fonction du directeur, le pouvoir organisateur lui confie une lettre de mission.

§ 2. Le pouvoir organisateur y spécifie les missions du directeur et les priorités qui lui sont assignées, en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel le directeur est affecté.

La lettre de mission précise la nature et l'étendue des délégations données au directeur, notamment dans les domaines suivants :

- a) la constitution de son équipe pédagogique et en particulier le primo-recrutement des membres de son personnel dans le respect des dispositions statutaires applicables;
- b) la gestion du personnel ouvrier;
- c) l'exécution de petits travaux;
- d) la gestion financière et l'utilisation des frais de fonctionnement.

Elle précise aussi le délai visé à l'article 11*bis*, § 3.

§ 3. Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, le pouvoir organisateur consulte l'organe local de concertation sociale.

La lettre de mission est rédigée après concertation avec le directeur. ».

**Art. 5.** A l'article 31 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 3, les mots « le Gouvernement ou » sont supprimés;
- 2° au § 3, les mots « l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 » sont supprimés et remplacés par « l'article 30, § 3 ».

**Art. 6.** A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1<sup>er</sup>, les mots « alinéa 1<sup>er</sup> », sont supprimés.
- 2° dans le § 3, les mots « l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 et 4 » sont supprimés et remplacés par les mots : « l'article 30, § 3 ».

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Aux articles 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2; 32, § 2, alinéa 2; 33, § 3, a), alinéas 2 et 5; 33, § 3, b), alinéa 2; 33, § 4; 33, § 5, alinéa 4; 34, § 2, et 131, § 1<sup>er</sup> du même décret, les mots : « Gouvernement ou le » sont chaque fois supprimés.

§ 2. A l'article 33, § 5, alinéa 4, les mots « respectivement au Gouvernement ou » sont supprimés.

**Art. 8.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du même décret, les mots « du Gouvernement ou » sont supprimés.

**Art. 9.** A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du même décret, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « pouvoir organisateur ».

**Art. 10.** A l'article 113, § 2 du même décret, les mots « Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent » sont remplacés par les mots « Chaque pouvoir organisateur définit ».

**Art. 11.** A l'article 119, § 2 du même décret, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur ».

**Art. 12.** A l'article 131, § 2 du même décret, les mots « respectivement à la Commission d'évaluation ou » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement*

**Art. 13.** L'article 2, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Le pouvoir organisateur d'une école est l'autorité publique ou la personne morale qui assume la responsabilité de l'organisation d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ».

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 septembre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°671-1. – Rapport de commission, n° 671-2. – Amendement(s) en séance, n° 671-3. – Texte adopté en séance plénière, n° 671-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 septembre 2018.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31957]

**13 SEPTEMBER 2018.** — **Decreet houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Bepaling houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs*

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 24bis. - De hoofden van de inrichtingen voor het onderwijs met volledig leerplan en onderwijs voor sociale promotie, evenals deze van de autonome internaten en opvangthuizen, delen aan de Minister een inventaris van de bezetting van de betrekkingen mee voor het lopende schooljaar, waarbij een schattend plan van de behoeften inzake personeel voor het volgende schooljaar is gevoegd, op basis van het model dat door de Regering is vastgesteld. Deze inventaris en dit schattend plan worden aan de minister meegedeeld uiterlijk op 15 april voor het onderwijs met volledig leerplan, alsook voor de autonome internaten en opvangthuizen, en tijdens de tweede helft van mei voor het onderwijs voor sociale promotie.

De inventaris bevat inzonderheid de volgende gegevens : een beschrijving van de inrichting en de mogelijke vestigingen ervan, voor elk van de ambten die door elk personeelslid in de inrichting worden uitgeoefend; de naam, voornaam, stamnummer, bekwaamheidstitel, omvang van de opdracht en de administratieve stand van het personeelslid dat het ambt bekleedt. Het schattend plan bevat de volgende gegevens : het geschatte aantal werkers per ambt, of de betrekking vacant is of niet; en als de betrekking niet vacant is, indien van toepassing, de geschatte duur van de terbeschikkingstelling ervan. ”.

HOOFDSTUK II . — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

**Art. 2.** Artikel 2, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt aangevuld met een punt 3° en een punt 4°, luidend als volgt :

“3° ” inrichtende macht ” : de overheid of de rechtspersoon die de verantwoordelijkheid draagt voor de organisatie van een school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

4° ”lokale organen voor sociaal overleg : de instanties voor plaatselijk overleg ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 betreffende de oprichting, samenstelling en bevoegdheid van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs, het besluit van de Regering van de Gemeenschap van 27 maart 1996 dat de beslissing van 24 januari 1996 van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs, betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen de inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen, bindend verklaart en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 waarbij de beslissing van 31 mei 1999 van de Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs betreffende het model-huishoudelijk reglement van de plaatselijke instantie voor overleg tussen de inrichtende machten en de syndicale afvaardigingen verplicht wordt verklaard, inzonderheid :

- a) in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het basisoverlegcomité;
- b) in het officiële gesubsidieerde onderwijs, de plaatselijke paritaire commissie;
- c) in het vrij gesubsidieerd onderwijs, de ondernemingsraad of, bij gebreke daaraan, het Comité voor de preventie en bescherming op de arbeidsplaats of, bij gebreke daaraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke daaraan, de vakbondsafvaardiging. ”

**Art. 3.** Bij titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde decreet, wordt een afdeling IV ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling IV - Specifieke bepalingen inzake personeelsbeheer

Artikel 11*bis* - § 1. De algemene organisatiecompetentie bedoeld in artikel 5 omvat het beheer van de human resources van de instelling in overleg met de inrichtende macht, wat inzonderheid inhoudt dat de directeur aan de samenstelling van het opvoedingsteam bedoeld in artikel 7 deelneemt.

§ 2. Behoudens in gevallen waarin de inrichtende macht overeenkomstig artikel 30, lid 2, tweede alinea, een delegatie aan de directeur heeft verleend met betrekking tot aangelegenheden van nieuwaanwerving en / of de samenstelling van haar opvoedingsteam, wordt een overlegvergadering georganiseerd tussen de inrichtende macht of haar afgevaardigde en de directeur over de volgende aangelegenheden :

- 1° de organisatie, in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke bepalingen, van het wervingsbeheer en, voor zover mogelijk, van de ontmoetingen van de kandidaten met de directeur;
- 2° het gebruik van de databank bedoeld in artikel 27 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 3° de activering van de verbindingen cursus/ambt waarnaar wordt verwezen in titel I, hoofdstuk III, van het voornoemde decreet van 11 april 2014;
- 4° nieuwaanwervingen in de zin van artikel 25 van het bovengenoemde besluit van 11 april 2014;
- 5° afwijkingen van de prioriteitstelling van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de artikelen 31*bis*, 32 en 33 van voormeld decreet van 11 april 2014;
- 6° andere benoemingen, wervingen en wijzigingen van opdracht, in overeenstemming met de toepasselijke statutaire bepalingen.

In afwijking van het vorige lid, betreft het hoger genoemde overleg bedoeld onder 2° tot 5° niet het onderwijs voor sociale promotie en het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

§ 3. Op het einde van het in paragraaf 2 bedoelde overleg, deelt de inrichtende macht of haar afgevaardigde haar (zijn) voorstel van beslissing aan de directeur mee.

Na ontvangst van het voorstel van beslissing van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, heeft de directeur het recht om een tweede overlegsessie met de inrichtende macht te eisen.

De termijn waarbinnen de directeur de mogelijkheid heeft om de tweede overlegsessie te eisen, wordt gespecificeerd in het opdrachtenblad, overeenkomstig artikel 30, § 2, en bedraagt minstens één werkdag.

Als de directeur niet een nieuwe overlegsessie bedoeld in lid 2 eist,

- a) wordt het in lid 1 bedoelde voorstel definitief zoals verwoord door de inrichtende macht
- b) wordt het in lid 1 bedoelde voorstel aan de inrichtende macht voorgelegd indien het door haar afgevaardigde verwoord werd; als de inrichtende macht het voorstel van haar afgevaardigde niet definitief maakt, biedt ze een tweede overlegsessie met de directeur aan.

§ 4. De uitwisselingen tussen de directeur en de leden of vertegenwoordigers van de inrichtende macht die hebben deelgenomen aan de overlegsessies bedoeld in de §§ 2 en 3 blijven geheim ”.

**Art. 4.** Artikel 30 wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

“Artikel 30. - § 1. Zodra de directeur zijn ambt bekleedt, verleent hem de inrichtende macht een opdrachtenblad.

§ 2. Erin specificeert de inrichtende macht de opdrachten van de directeur en de aan hem toegewezen prioriteiten, in functie van de behoeften van de inrichting waar de directeur aangesteld is.

In het opdrachtenblad worden de aard en omvang van de aan de directeur verleende delegaties gespecificeerd, inzonderheid op de volgende gebieden :

- a) de samenstelling van haar pedagogisch team en inzonderheid de nieuwwerving van haar personeelsleden in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke bepalingen;
- b) het beheer van het werklidenpersoneel;
- c) de uitvoering van kleine werken;
- d) het financieel beheer en de aanwending van de werkingskosten.

Het specificeert ook de termijn waarnaar wordt verwezen in artikel 11bis, § 3.

§ 3. Voorafgaand aan het opstellen van het opdrachtenblad raadpleegt de inrichtende macht de lokale sociale overleginstantie.

Het opdrachtenblad wordt opgesteld na overleg met de directeur. "

**Art. 5.** In artikel 31 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, eerste lid en derde lid, worden de woorden "de Regering of" geschrapt;
- 2° in § 3, worden de woorden "in artikel 30, § 1, derde lid" afgeschaft en vervangen door de woorden "in artikel 30, § 3".

**Art. 6.** In artikel 32 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, worden de woorden "eerste lid" geschrapt;
- 2° in § 3, worden de woorden "in artikel 30, § 1, derde en vierde leden" afgeschaft en vervangen door de woorden "in artikel 30, § 3".

**Art. 7.** § 1. In de artikelen 32, § 1, leden 1 et 2; 32, § 2, lid 2; 33, § 3, a), leden 2 et 5; 33, § 3, b), lid 2; 33, § 4; 33, § 5, lid 4; 34, § 2, et 131, § 1 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Regering of de » telkens geschrapt. .

§ 2. In artikel 33, § 5, vierde lid, worden de woorden "respectief aan de Regering of aan" geschrapt.

**Art. 8.** In artikel 34, § 1, derde lid van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Regering of" geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 35, § 1, eerste lid en § 2, eerste en tweede lid van hetzelfde decreet, wordt het woord "Regering" vervangen door de woorden "inrichtende macht".

**Art. 10.** In artikel 113, § 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden "De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen" vervangen door de woorden "Elke inrichtende macht bepaalt".

**Art. 11.** In artikel 119, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de inrichtende macht".

**Art. 12.** In artikel 131, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "respectievelijk de Evaluatiecommissie of" geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 13.** Artikel 2, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

""De inrichtende macht van een school is de overheid of de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de organisatie van een school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd."

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 september 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 671-1.- Commissieverslag, nr. 671-2.- Vergaderingsamendementen, nr. 671-3.- In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 671-4.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 12 september 2018.